

CITIZEN

KOSOVO

Trafics d'organes au Kosovo : qui mènera l'enquête ?

Georges Berghezan

Le 25 janvier, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté, à une forte majorité, le rapport du sénateur suisse, Dick Marty, consacré au trafic d'organes que de hauts responsables de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) ont organisé en 1999 et 2000 aux dépens de civils kidnappés, essentiellement serbes. En outre, l'Assemblée a adopté une résolution demandant l'ouverture d'une enquête par des « instances judiciaires internationales », sans préciser lesquelles. Si la résolution du Conseil de l'Europe n'a pas de portée contraignante, l'émotion suscitée par le rapport de Marty dans les Balkans et d'autres pays européens rend peu probable une nouvelle mise sous le tapis d'une enquête sur ces allégations, trois ans après les révélations de l'ancienne procureure du Tribunal pénal international sur l'ex-Yougoslavie (TPIY), Carla Del Ponte.

Eulex, la mission « Etat de droit » de l'Union européenne, qui supervise notamment le système judiciaire au Kosovo, a annoncé, le 28 janvier, qu'elle ouvrirait une enquête préliminaire et affirmé qu'elle avait « la capacité, l'expertise, la localisation et la compétence de s'occuper du suivi judiciaire » des faits dénoncés par le Conseil de l'Europe. La nature de l'instance qui serait chargée de l'enquête a fait l'objet d'un vif débat au Conseil de sécurité de l'ONU le 17 février, les Etats-Unis et les pays de l'UE se prononçant en faveur d'Eulex, alors que la Chine, la Russie et les Etats africains défendaient la création d'un mécanisme ad hoc mandaté par le Conseil de sécurité, arguant que tel en a été le cas pour les autres crimes de guerre commis en ex-Yougoslavie, grâce au TPIY, actuellement en train de clôturer ses travaux. Cette dernière option est également soutenue par Dick Marty, qui considère qu'Eulex n'a pas, dans l'état actuel de ses moyens financiers et humains, la capacité de mener une enquête sérieuse. En particulier, il refuse de livrer les noms de ses témoins tant qu'Eulex n'aura pas mis au point un programme crédible pour leur protection. Une précaution bien nécessaire si l'on se souvient que, en 2008, le TPIY a acquitté pour manque de preuves un des leaders de l'UCK, Ramush Haradinaj : après les morts sus-

pectes de neuf d'entre eux, les autres témoins à charge avaient préféré se désister. Carla Del Ponte s'oppose également à ce que l'enquête soit dirigée par Eulex, car cela risquerait de compromettre l'ensemble de ses activités. Les principaux suspects sont en effet le Premier ministre Hashim Thaçi et ses plus proches conseillers, qui n'hésiteraient pas à déclarer la mission non grata, voire à mettre en danger la vie de son personnel, si celle-ci s'intéressait de trop près aux multiples trafics et crimes auxquels ils sont mêlés depuis une quinzaine d'années. L'ancienne procureure, qui vient d'atteindre la retraite après trois ans au poste d'ambassadrice de Suisse à Buenos Aires, a fait savoir qu'elle serait prête à diriger cette hypothétique enquête. D'autre part, la juridiction d'Eulex ne s'étend qu'au

Kosovo, alors que les exécutions et les prélèvements d'organes avaient lieu en Albanie et que ceux-ci étaient expédiés en Turquie, où réside actuellement « Dr Vampire », le chirurgien turc considéré comme le cerveau du trafic.

Par ailleurs, présente au Kosovo depuis 2008, Eulex n'a pas encore réussi à démontrer qu'elle est à la hauteur des graves défis auxquels elle est confrontée. Après qu'elle a fermé les yeux sur de spectaculaires fraudes lors des récentes élections, tout indique que le crime organisé continue à y prospérer et que la règle d'or, « impunité contre stabilité », dénoncée par Marty d'un bout à l'autre de son rapport, continue à être de mise. En particulier, on attend toujours la première inculpation d'un membre de l'UCK pour les nombreux crimes com-

mis contre les Serbes, Roms et autres membres de minorités kosovares depuis la mise sous tutelle internationale du Kosovo. Au contraire, Eulex a semblé surtout active dans le « classement sans suite » de tels dossiers. Au crédit d'Eulex, on peut néanmoins épingle ses poursuites à l'encontre de deux responsables de l'UCK, accusés de meurtre de civils albano-kosovars dans des camps du nord de l'Albanie, des camps où ont également transité des victimes du trafic d'organes dénoncé par Marty. En 2008, elle a également découvert qu'une clinique de Pristina pratiquait des greffes clandestines d'organes, prélevés sur des donneurs « volontaires », avec la participation de plusieurs personnes également citées dans l'extraction d'organes de prisonniers serbes. Mais un juge d'Eulex vient de rejeter, pour des motifs procéduriers, nombre de preuves concernant cette affaire, ouvrant la porte à un non-lieu. (...)

Georges Berghezan est chercheur au Grip (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité). Ce texte est également paru dans le dernier numéro de « Les nouvelles du Grip ».

NUCLEAIRE

Une alternative propre et sûre au nucléaire

Greenpeace/woxx

M. Yoshinori Ueda, responsable de la Japan Wind Power Association (JWPA) a confirmé que toutes les éoliennes en fonctionnement au Japon, y compris les turbines de Kamisu, situées à proximité de l'épicentre du séisme, sont en fonctionnement. Selon M. Ueda : « la quasi-totalité des turbines éoliennes du pays étaient opérationnelles après avoir subi séisme et tsunami et que la minorité qui ne l'est pas nécessite des réparations infimes qui vont être rapidement effectuées ».

Par ailleurs, seul trois parcs éoliens (Kamaishi, Takinekoshirai, Satomi) sur les onze existants au Japon ont été arrêtés à cause de problèmes de connexion dus principalement à des ruptures de câbles entre les générateurs et le réseau consécutives au séisme.

Ainsi, les normes antisismiques et de résistance aux tsunamis des mats

et turbines des éoliennes installées au Japon sont, sans conteste, plus fiables que celles des centrales nucléaires. Actuellement, ce sont les parcs éoliens japonais qui pendant l'arrêt de la centrale nucléaire de Fukushima alimentent en électricité la région de Tokyo.

« Une telle information n'est pas anecdotique », explique Paul Delaunois, directeur de Greenpeace Luxembourg, « les énergies renouvelables, le solaire et les éoliennes en particulier, sont une alternative sérieuse, propre, sûre et durable, aux énergies fossiles et nucléaire. Nous demandons depuis plusieurs années que le Luxembourg développe un plan national pour de telles installations afin d'accroître notre indépendance énergétique ».

Selon Greenpeace, le débat énergétique a été inexistant, ces vingt dernières années, au Luxembourg. Les décideurs politiques (re)découvrent,

à la faveur de l'actualité au Japon, la nécessité d'avoir un scénario crédible pour faire face aux défis énergétiques et climatiques.

« Il ne suffit pas de déclarer vouloir sortir le Luxembourg du nucléaire pour que ce vœux se réalise en un coup de baguette politique. Comment stopper l'importation d'énergie nucléaire ? Comment et où développer les énergies renouvelables et surtout lesquelles ? Comment répondre aux exigences européennes et développer une politique énergétique nationale ? On se rend vite compte que le gouvernement n'a aucune réponse à toutes ces questions fondamentales. Nous proposons donc de tout remettre à plat, de partir d'une feuille blanche et de tracer dans un vaste débat la politique énergétique du Luxembourg » développe Paul Delaunois.